

## ENTRETIEN AVEC **Pauline Amiel**

### **Donner les clés aux futur·es journalistes pour exercer leur rôle démocratique**

#### PRÉSENTATION

Pauline Amiel est maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication. Ancienne journaliste freelance, elle a travaillé pour la presse nationale, locale ou magazine avant d'intégrer l'enseignement supérieur. Elle a enseigné et enseigne toujours au sein du Master journalisme de l'École de Journalisme et de Communication d'Aix-Marseille Université. En tant que responsable de diplôme, elle connaît bien les parcours de formation initiale et de formation en alternance. Elle est aujourd'hui directrice de l'École de Journalisme et de Communication d'Aix-Marseille Université et vice-présidente d'Aix-Marseille Université en charge de la communication.

Elle est chercheuse à l'Institut méditerranéen des sciences de l'information et de la communication, et chercheuse associée au Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales. C'est une des rares spécialistes de la presse quotidienne régionale française, objet peu étudié malgré son rôle social et économique important dans les territoires. Après avoir soutenu sa thèse en 2017 qui portait sur « L'identité professionnelle des localiers à l'heure des mutations économiques et de la dématérialisation de la presse locale », Pauline Amiel a co-publié avec Franck Bousquet un ouvrage intitulé *La presse quotidienne régionale* aux Editions La Découverte, en 2021. Elle est également spécialiste du « sojo », et a notamment publié *Le journalisme de solutions* en 2020, dans la collection *Journalisme en +* des Presses universitaires de Grenoble. Elle coordonne l'équipe française d'un groupe de recherche international sur les rôles des journalistes (JRP) depuis 2018.

**Quelle est votre trajectoire et en quoi motive-t-elle votre réflexion sur l'engagement démocratique que vous revendiquez ?**

J'ai d'abord été journaliste, passionnée d'information locale pour sa capacité à créer des liens et donner de l'importance au quotidien du public sur un territoire. C'est déjà le rôle démocratique du journalisme qui m'attirait – c'est à dire ce devoir de donner du sens au monde qui nous entoure<sup>1</sup> à partir d'une éthique et d'une méthode qui permettent de construire une information véritable et utile aux acteurs de l'espace public. J'ai donc d'abord été correspondante locale de presse, stagiaire, pigiste et CDD en PQR, PHR, presse gratuite, quotidien national, presse professionnelle et presse

spécialisée en peu de temps... Comme beaucoup de jeunes journalistes, je n'arrivais pas à réaliser mon engagement et à résoudre le paradoxe entre l'idéal professionnel et le quotidien. Le doctorat m'a permis d'y réfléchir et d'essayer d'apporter quelques réponses. J'ai ensuite été recrutée comme maîtresse de conférences en 2018 à l'EJCAM (École de Journalisme et de Communication d'Aix-Marseille Université), d'abord en tant que responsable du master journalisme. Puis je suis devenue directrice adjointe en 2020 avant d'être élue directrice de cette école en 2022 tout en étant co-responsable du master puis du master journalisme en alternance. Depuis 2024, je suis également vice-présidente d'Aix-Marseille Université en charge de la communication. C'est bien à l'EJCAM, école publique et reconnue, que j'essaye de porter cette vision de l'engagement démocratique du journalisme. Ma réflexion et mon engagement se portent dans le prolongement des auteur-es du premier numéro de *Sur le Journalisme*, en 2012 : « Les recherches en journalisme sont aussi éminemment travaillées par les représentations que les chercheurs peuvent eux-mêmes se faire du journalisme : le journalisme entendu comme un socle de la démocratie, comme l'expression de la liberté d'informer, comme un champ professionnel, comme une pratique d'auteur ou une pratique fortement contrainte par des interdépendances économiques, politiques, culturelles... »<sup>2</sup>. Ces représentations se heurtent continuellement à différentes images et mythes idéaux de la profession<sup>3</sup>, mais aussi aux injonctions et contraintes portées par les rédactions, les journalistes, les étudiant-es eux-mêmes ou encore les instances de tutelle de ce type de formation. Il me semble alors qu'il faut comprendre en quoi la position d'enseignant-e-chercheur-e en école de journalisme publique reconnue relève de l'engagement pour maintenir un idéal démocratique du journalisme. Et plus précisément, en quoi la position d'enseignant-es-chercheur-es en école de journalisme publique reconnue se retrouve en tension continue entre les idéaux professionnels des différent-es acteur-trices avec lesquel-les elle est en contact.

### **Peut-on vraiment affirmer que ces formations « reconnues » sont spécifiques ?**

Dans la structuration de l'écosystème journalistique français, les formations en journalisme reconnues jouent un rôle particulier. Seules quatorze formations bénéficient de la reconnaissance de la CPNEJ (commission paritaire nationale des écoles de journalisme, créée en 1953, prévue par le Code du travail). Ce système de reconnaissance est à la fois très contraignant pour les écoles et permet à la fois de faciliter l'insertion professionnelle des étudiant-es, « labellisant » la qualité de la formation reçue auprès des rédactions.

La CPNEJ, structure paritaire composée de représentant-es des six syndicats de journalistes et des syndicats d'éditeur-rices des différents types de presse, encourage le modèle professionnalisant des écoles de journalisme. A l'heure où les écoles de journalisme attirent l'attention d'acteur-rices du monde de l'entreprise comme en témoigne le rachat de l'ESJ Paris en novembre 2024, la CPNEJ apparaît d'autant plus comme la garante d'une qualité d'enseignement du journalisme.

L'exigence du référentiel de la CPNEJ qui indique les connaissances et compétences nécessaires aux jeunes journalistes doit se conjuguer, pour les écoles de journalisme publiques reconnues, avec la contrainte de quantité d'heures d'enseignement, issues des crédits alloués par l'université, ou du nombre de semaines d'enseignement, ou de la modalité d'apprentissage, en alternance ou en initial. Cela amène donc les enseignant-es-chercheur-es à faire des choix et à contenir la part accordée aux enseignements fonda-

mentaux, permettant d'apprendre aux étudiant·es à avoir une approche critique des enjeux de société, allant ainsi à l'encontre d'un idéal démocratique de journalisme en tant que pilier de la société, au profit des enseignements techniques, donnés par les professionnel·les. Le poids donné aux expériences en entreprise est sans équivoque, puisqu'il doit représenter au moins 8 semaines par an. Par ailleurs, aucun des huit critères essentiels pour être « reconnue » par la CPNEJ ne concerne les apports en termes de connaissances et de savoirs.

Les enseignant·es-chercheur·es en école de journalisme publique reconnue se retrouvent alors au croisement de plusieurs mondes sociaux : ceux de l'enseignement supérieur et de la recherche, des entreprises de presse, des étudiant·es en cours d'insertion professionnelle et des journalistes, tiraillé·es par les injonctions de chaque acteur·rice<sup>4</sup>.

### **C'est un peu le cas pour toutes les formations professionnelles en journalisme portées par l'université publique, non ?**

Bien sûr mais il me semble que les formations publiques reconnues ont un rôle dans l'écosystème particulier : elles bénéficient d'une notoriété forte auprès des étudiant·es, des entreprises de presse, des journalistes, des associations et du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche qui les engage probablement plus que les autres formations. Cette notoriété leur donne une visibilité et une responsabilité sociétale plus importantes, particulièrement à l'heure où des formations en journalisme sont mobilisées idéologiquement dans un combat entre différentes lectures du monde, dont les médias sont des acteurs cruciaux. Par exemple, une étudiante en journalisme de l'EJCAM, voilée, a récemment été victime de discrimination lors d'une mise en situation pratique dans une salle d'audience où elle était présente avec sa promo et son prof. Cette situation, qui, malheureusement peut arriver fréquemment à des jeunes femmes voilées, a particulièrement intéressé les acteur·rices locaux, médias, associations, institutions, etc. Je reste persuadée que le fait que cette étudiante soit d'une école reconnue a participé à cette exposition importante.

Par ailleurs, cette reconnaissance permet de mettre en avant les formations qui en bénéficient auprès des employeur·euses. Elles sont alors spécifiques de par leur position dans l'écosystème du journalisme français : leur notoriété les valorise auprès des étudiant·es et de leurs familles, leur reconnaissance fait que certaines entreprises de presse les envisagent comme des sous-traitantes de leur recrutement, leur proximité avec les médias fait que les instances de l'université leur accordent une place à part. Leur positionnement unique les met aussi dans une position de force, de prescription notamment auprès des étudiant·es, des rédactions etc.

### **Comment, en tant qu'enseignante et chercheuse dans une école reconnue, essayez vous d'objectiver cette démarche volontariste ?**

Grâce à des outils tels que la prise de notes ou la collecte de documents, couplés à des lectures et une réflexion perpétuelle sur la méthodologie de recherche qualitative (Emerson et al., 2011 ; Atkinson et al. 2001 ; Becker, 2002), il me semble ainsi que cette démarche permet d'éclairer la concurrence entre les discours des chercheur·es et les différents acteur·rices du journalisme, mais aussi de se centrer sur les positions successives occupées par les enseignant·es chercheur·es à l'intérieur de ce monde, dans une perspective dynamique. Cette analyse s'appuie essentiellement sur l'observation des pratiques des enseignant·es chercheur·es, à l'EJCAM et dans d'autres écoles de journalisme, mais aussi des publications de la Conférence

des écoles de journalisme (CEJ) ou encore des documents (mails, lettres de motivation, newsletter, etc.) produits par les candidat·es, les étudiant·es, les représentant·es des médias ou encore de l'ESRI (enseignement supérieur, recherche et innovation). Par ailleurs, il ne faut pas négliger l'importance des échanges, débats et discussions continus avec les collègues de l'EJCAM mais aussi des autres formations, qui permettent de faire évoluer la pensée. Nous échangeons et débattons en permanence sur le rapport aux médias, aux étudiant·es, aux journalistes, sur la sélection par concours, les discriminations, les évolutions du métier, etc. Ces discussions sont foisonnantes et permettent de construire en équipe pédagogique une vision partagée du rôle des écoles de journalisme en l'écosystème des médias et du journalisme.

### Quels sont les enjeux démocratiques liés à votre positionnement ?

En 2022, 36% des journalistes français·es ayant la carte de presse provenaient de cursus reconnus par la profession alors qu'ils n'étaient que 12% en 2000<sup>5</sup>. Cette augmentation de plus de 200% en vingt ans témoigne de l'importance de la place ce type de formations, structurantes de l'écosystème du journalisme. Cette progression permet de mettre en perspective le constat souvent fait du peu de formation des journalistes<sup>6</sup>, alors même que cette profession est constitutive des systèmes démocratiques, dans le sens où elle diffuse et construit les informations essentielles pour le public. Cette fonction structurante des formations de journalisme reconnues a déjà été étudiée comme un lieu de lutte et de pouvoirs pour légitimer et faire valoir différents modèles de journalisme dans la société. Le journalisme est perçu comme une profession intellectuelle, une élite « qui serait capable d'éviter l'influence de l'argent sur la presse, mais aussi les contenus suspectés de décadence morale », grâce notamment à « une "culture générale", clef de voûte des établissements destinés à la formation d'une élite nationale »<sup>7</sup> et plus largement de construire du sens, essentiel au débat public. D'autre part, la nécessaire adéquation aux attentes du marché de l'emploi, dictée par la CPNEJ, encourage les écoles à former des journalistes « technicien·nes », polyvalent·es et capables de s'adapter à toutes les contraintes telles que la rapidité de production d'informations, la flexibilité voire la précarité.

Dans le même temps, la défiance exprimée par les publics envers les médias d'information et les journalistes ne cesse de croître et de marquer les esprits des professionnel·les de l'information. Selon le 37<sup>e</sup> baromètre Kantar – La Croix, publié en novembre 2023, « 57 % des Français interrogés jugent qu'il faut se méfier de ce que disent les médias sur les grands sujets d'actualité ». Cette mesure est en augmentation régulière. Lehmanns et Letonturier<sup>8</sup> questionnent la qualité du rapport de confiance : « dans la relation entre citoyens, journalistes, politiques et experts, la médiatisation de tous les débats et de toutes les dimensions de la vie publique et privée renouvelle les termes de la confiance ». Les auteurs mettent ainsi en avant ce trouble des relations entre les publics et leurs intermédiaires qu'évoque François Dubet en 2022 : « La défiance ne concerne pas seulement les hommes et les institutions politiques, elle atteint aussi les régimes de vérité sur lesquels nous semblons nous accorder. »<sup>9</sup> Ce constat se couple avec la montée en puissance d'un nouveau paradigme du journalisme de communication, décrit depuis le début des années 2000 par Erik Neveu<sup>10</sup> en France et Brin, Charron et de Bonville au Canada<sup>11</sup>. Ce journalisme se caractérise par une attention croissante aux audiences, par le flou des frontières entre les discours qui relèvent du journalisme, de la communication, du politique etc. mais ne permet pas de regagner cette confiance ni une audience payante plus importante. Par ailleurs, l'émergence et la multiplication des producteur·rices de contenu sur le web ne font qu'accélérer ce flou et cette défiance des publics à l'encontre des médias d'information journalistique.

### **La notion de flou promue par Denis Ruellan vous paraît-elle toujours pertinente dans le cadre du journalisme contemporain ?**

Si le flou reste constitutif du professionnalisme des journalistes<sup>12</sup>, ce constat n'a fait que s'amplifier ces dernières décennies. Les formations en journalisme reconnues par la profession ont une place particulière dans cet écosystème qui ne cesse de chercher ses bornes, dans un espace mouvant. Ainsi, ces dernières participent à renforcer les frontières, ce « boundary work »<sup>13</sup> structurant, tentant d'imposer une formation qualifiante, aux critères établis, qui garantit une insertion professionnelle simplifiée mais aussi d'inculquer l'éthique et la déontologie journalistiques<sup>14</sup>, mais aussi des valeurs, une méthode, etc. Cette volonté de structuration d'une voie d'accès est d'autant plus valorisée dans un contexte de défiance et de perte de la reconnaissance du rôle traditionnel des journalistes dans la société. Et donc la notion de flou me paraît encore plus actuelle et opérante pour penser les évolutions du positionnement des journalistes dans le « continuum » de la production de contenus.

Tout un arsenal de méthodes et des fondamentaux a donc progressivement agrémenté les programmes des formations en journalisme, alors même que cette profession est toujours conçue comme s'apprenant « sur le terrain » et non pas sur les bancs de l'école car, comme l'expliquait déjà Robert Ezra Parks<sup>15</sup> : « ce que le journaliste finit par apprendre avec l'expérience, c'est l'art de regarder les événements comme le témoignage des évolutions en cours, dont ils ne cherchent pas à évaluer toute la portée. » Le propre des enseignant-es chercheur-es dans ces formations en journalisme publiques reconnues apparaît alors en creux : augmenter la capacité de ces futur-es journalistes à discriminer ce qui est important pour la société et ce qui ne l'est pas ; de les armer pour déambuler sur le fil ténu entre l'actualité et l'analyse, le flair et la réflexion, voir les événements importants dans le cours de l'histoire et les narrer avec la précision du vécu. Ainsi, les enseignant-es chercheur-es assurent un engagement important en œuvrant au maintien de l'idéal démocratique du journalisme comme « quatrième pouvoir », ou encore médiateur-trices des informations nécessaires pour comprendre le monde qui nous entoure. Cet engagement se dessine en opposition d'un autre idéal – qui s'immisce largement depuis plusieurs décennies dans l'enseignement supérieur –, celui de la rhétorique des journalistes startupper-euses, de l'entrepreneuriat comme voie professionnelle de référence – en tout cas des discours du monde de l'innovation<sup>16</sup>. Ce type de journalisme, agile, polyvalent, au profil technique et flexible est souvent plébiscité par les étudiant-es eux-mêmes<sup>17</sup>, renvoyant alors les formations reconnues à un rôle de « voie d'accès royale » aux entreprises de presse.

Ces enjeux de société majeurs sont d'autant plus déterminants à l'heure où la production et la diffusion de contenus en ligne, notamment sur les réseaux sociaux, ont été préemptées par une panoplie d'acteurs toujours plus variée : communicant-es, social media manager-euses, influenceur-euses, créateur-rices de contenus, etc. La « méthode journalistique » de constitution d'une information vérifiée apparaît comme déterminante à l'ère de l'institutionnalisation de la « post-vérité », la contamination des *fake-news* et la diffusion du doute notamment par les réseaux sociaux X, Snapchat ou encore Facebook et Instagram.

### **Selon vous, quel est le modèle de journalisme enseigné dans ces formations « agréées » ?**

Depuis plus de 20 ans, « le moule positiviste » des formations reconnues a été étudié<sup>18</sup> et le constat reste identique : le volume des enseigne-

ments techniques et pratiques reste très élevé par rapport au volume des enseignements en sciences humaines et sociales, y compris au niveau master. Le référentiel de la CPNEJ, sans indiquer de nombre d'heures, encourage les formations à enseigner les techniques du journalisme, défendant ainsi une perception de ce métier en tant que savoir-faire le différenciant des autres producteur·rices de contenu. Ce modèle de journalisme est notamment promu par les nombreux intervenant·es professionnel·les, issu·es d'une variété de rédactions, potentielles pourvoyeuses d'emploi. Ces journalistes sont choisi·es notamment pour représenter auprès des étudiant·es un large panel de manières de pratiquer le journalisme et permettent ainsi d'assurer une pluralité d'approches éditoriales. Mais aussi de « repérer des profils » d'étudiant·es à recruter. Ils et elles propagent ainsi « un modèle professionnaliste au sein même des écoles »<sup>19</sup>. A cet égard, les thématiques stratégiques choisies par les Etats généraux de la formation et de l'emploi des jeunes journalistes, en 2022, sont évocatrices : dix sur douze concernent des sujets techniques, administratifs ou encore managériaux<sup>20</sup>.

Cependant, ce n'est pas la seule préconisation du monde des entreprises médiatiques au sein des formations. La « crise des médias » et la recomposition drastique des rapports avec les audiences ont largement infusé l'esprit des formations reconnues. Le constat réalisé par Peter Dahlgren en 1994 peut s'appliquer à cet écosystème : « Les idéaux du journalisme sont de plus en plus subordonnés aux impératifs du marché. Par exemple, les frontières entre le journalisme et la culture populaire deviennent plus que jamais poreuses. Les journalistes, rédacteurs et producteurs encore dévoués au journalisme de qualité (dont bien entendu les définitions varient) luttent pour trouver les nouveaux formats qui satisferont les conditions économiques et prendront en compte, sans trahir les idéaux journalistiques, les changements des attentes et des horizons des lecteurs, auditeurs et spectateurs. »<sup>21</sup> Les journalistes intervenant·es dans ces formations mais aussi les rédacteur·trices en chef qui viennent rencontrer les futur·es professionnel·les promeuvent ce discours de « crise » qui ne fait que renforcer les inquiétudes de précarité des étudiant·es. L'esprit d'initiative, d'innovation, le développement de la créativité encouragés dans d'autres domaines peuvent s'entendre également dans les propos des entreprises de presse qui recrutent dans les écoles reconnues puisque la jeunesse des étudiant·es serait une garantie pour rajeunir les audiences des médias. Il est donc attendu des futur·es journalistes qu'ils « parlent aux jeunes » et qu'ils et elles soient innovant·es, notamment sur le web, pour favoriser une sortie de crise. Et qu'ils et elles connaissent les « nouveaux formats », ceux diffusés notamment sur les réseaux sociaux numériques et qui attirent de nombreuses vues. A titre d'exemple, depuis plusieurs années, Google a mis à disposition des journalistes des outils web très utilisés dans les rédactions et propose aux écoles de journalisme de venir former gratuitement les étudiant·es à ces outils. Une aubaine pour les formations dont les dépenses sont souvent contraintes et mesurées.

Enfin, depuis une dizaine d'années, certains groupes de presse déportent une partie de leur recrutement sur les formations agréées<sup>22</sup>. En fait, face au constat d'un manque de représentativité de la population au sein du groupe professionnel des journalistes et dans l'ensemble des médias, ceux-ci essaient de recruter davantage de jeunes journalistes « issu·es de la diversité ». Sous couvert de lutte contre les discriminations et d'égalité d'accès aux métiers du journalisme, ces entreprises reportent donc la sélectivité de leur recrutement sur les formations qui doivent présélectionner les candidat·es aux stages, CDDs ou alternances en fonction de « l'origine socioéconomique, géographique, ou la situation de handicap [qui] peut être source de discrimination », selon une convention partenariale signée par plusieurs écoles de journalisme et un groupe de médias<sup>23</sup>. Cette nouvelle injonction

positionne alors à nouveau les enseignant-es-chercheur-es dans une situation difficile à tenir, quelle que soit leur position sur le sujet. En effet, aucune contestation ou discussion ne peut être amenée avec ces médias sans risquer de pénaliser les étudiant-es de sa formation alors même que les autres formations reconnues jouent le jeu sans poser de question.

### **Pouvez-vous nous parler des étudiant-es qui sont recruté-es dans ces formations, percevez-vous des idéaux qui leur seraient propres ?**

Malgré les discours alarmistes permanents sur la crise économique de la presse, la défiance des publics envers les médias, les difficultés d'insertion professionnelle, la précarité de la profession, mais aussi la menace constante envers la liberté de la presse, la liberté d'informer, etc. chaque année, plusieurs centaines d'étudiant-es candidatent aux concours d'entrée des quatorze formations en journalisme reconnues. Cette profession, qui peut parfois être mal perçue selon les milieux sociaux, attire toujours autant de jeunes à l'heure même où la multiplication des types de producteur-rices de contenus en ligne pourrait laisser la place à d'autres métiers, mieux valorisés et attractifs. Pendant plusieurs années, l'étude des lettres de motivation de ces candidat-es à l'entrée du master journalisme de l'EJCAM a révélé combien l'idéal mythique du journalisme continue d'exister dans l'esprit des étudiant-es. « Je rêve d'être journaliste depuis tout petit » et « mon idéal est d'être reporter ou journaliste d'investigation » côtoient les discours désenchantés sur la précarité et les conditions d'accès difficiles. Ces idéaux cohabitent parfaitement bien avec la connaissance des enjeux généraux et les discours alarmistes évoqués. Ce journalisme que les « démocraties ont besoin de détester »<sup>24</sup> ne décourage pas les candidat-es. Pour correspondre à ce qu'ils et elles croient être les attendus des examinateur-rices, ces étudiant-es, dont une partie importante est pré-formée par des classes préparatoires (« prépas ») aux concours, font coexister une forme de désenchantement du monde des médias et une image idéalisée de leur vocation. Les écoles reconnues ont réussi à s'imposer comme la voie royale pour accéder à ce métier-passion, se situant alors dans une position paradoxale au regard des étudiant-es : à la fois espace de transition, de préparation à l'entrée dans les rédactions et à la fois lieu de formation, sortie du monde étudiant.

A cet égard, les étudiant-es, qui ont déjà fait trois à cinq années d'études supérieures, ont des attentes duales quant à leur formation : elle doit à la fois leur donner les outils pour être polyvalent-es, mobiles, leur fournir un sésame pour réduire les difficultés de l'insertion professionnelle. Et à la fois prendre soin d'eux et d'elles, les accompagner, proposer un suivi individuel. Les enseignant-es-chercheur-es endossent alors le rôle de soutien, de support aussi bien que celui de gérant-es de planning de formation voire de censeur-es qui les forcent à « faire un mémoire » plutôt que de les laisser aller en reportage quand ils et elles le souhaitent. Les éventuels apports de la recherche, l'expertise sur le domaine sont souvent moins considérés que les propos des journalistes vacataires alors même qu'ils et elles recherchent activement des expert-es académiques pour les sujets commandés par ces intervenant-es. Cette dualité est bien prise en compte par les responsables de ces formations, puisque la CEJ (conférence des écoles de journalisme) encourage les étudiant-es à la considérer dès les premiers pas : « Ce métier implique une responsabilité sociale forte et demande des compétences qui doivent s'appliquer dès l'entrée dans votre école. Mais votre position est double, vous êtes journaliste en formation mais aussi étudiante ou étudiant en école de journalisme. Les parties fondamentales de la formation sont tout aussi importantes que les parties techniques. Il est parfois difficile de se positionner entre ces deux injonctions. »<sup>25</sup>

A propos du contenu de la formation, la demande d'enseignements en lien avec la pige semble revenir depuis plusieurs années, aussi bien à l'EJ-CAM que dans d'autres écoles, comme l'illustrent les résultats des Etats généraux de 2022 qui ont permis la publication du guide « Pige : mode d'emploi », en 2023. En effet, pour résoudre les contradictions évoquées ci-dessous, la pige apparaît souvent comme une garantie d'indépendance, aux yeux de certain.e.s étudiant-es en journalisme. Malgré la précarité de ce système, il semble attirer de nombreux et nombreuses futur-es journalistes qui envisagent leur profession comme un pilier démocratique. Cette forme de salariat est perçue comme pouvant préserver des pressions d'insertion professionnelle imposées par les employeur-euses, tout en garantissant de traiter des sujets qui plaisent et sont perçus comme utiles. La pige est un exemple parmi d'autres. Il me semble aussi que les étudiant-es ont une vigilance particulière sur le fonctionnement et les engagements de leur école, en particulier sur les questions d'égalité, de discrimination et de sujets sociétaux en général. L'équipe enseignante est alors au premier plan pour apporter des réponses. Plus généralement, les enseignant-es-chercheur-es responsables dans des formations publiques reconnues jonglent donc entre toutes ces injonctions paradoxales du monde des entreprises professionnelles, des journalistes intervenant-es, des étudiant-es mais aussi, de par leur statut de salarié-es du secteur public, doivent également tenir compte des demandes des différentes instances de l'ESRI.

### **Comment gérer sa carrière de chercheur-e et de responsable de formation dans cette multi-polarité structurelle, enseignement-recherche et université-médias ?**

Si la question de l'engagement des chercheur-es dans l'espace public se pose régulièrement<sup>26</sup>, il semble que le double statut, qui les lie à un rôle d'enseignant-es, est peu questionné. Dans le cadre de cette réflexion sur l'engagement spécifique des responsables de formation en journalisme publique reconnue, il est pourtant fondamental. Cette situation peut s'expliquer par des raisons historiques et structurelles. La posture classique à l'université, qu'elle soit celle de la communauté scientifique mais aussi celle des instances administratives de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), valorise avant tout la recherche. En effet, les progressions de carrière des enseignant-es-chercheur-es sont indexées d'abord sur le travail scientifique, tandis que les relations entre pairs portent essentiellement sur ces activités. A titre d'illustration, l'appel à articles qui a précédé ce numéro de revue n'évoque pas l'enseignement comme un potentiel engagement. Les recherches sur les formations en journalisme s'intéressent à la dichotomie (voire aux stéréotypes) enseignant-es « universitaires » versus journalistes intervenant-es<sup>27</sup> mais il ne semble pas que le lien recherche et enseignement soit précisément étudié dans ce contexte. Dans tous les cas, cette situation pénalise fortement les enseignant-es-chercheur-es qui prennent des responsabilités dans les formations en journalisme publique reconnue. En effet, pour les raisons évoquées ci-dessus mais aussi parce que ce type de formation comporte plus d'exigences dans l'encadrement que d'autres à l'université (du fait de la double tutelle de la CPNEJ et du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, MESRI), les enseignant-es-chercheur-es dans ces écoles publient souvent moins et peuvent voir leur carrière pénalisée. Ceci dit, de par la position particulière de ces formations dans l'écosystème et leur notoriété, les possibilités d'engagement sont également multipliées. Que ce soit par les rencontres d'associations ou d'acteur-trices engagé-es pour la diversité dans les médias, la lutte contre les discriminations, contre la désinformation ou le développement de l'éducation aux médias et à l'information, par exemple.

Au-delà de ce constat, et de celui déjà évoqué de la dichotomie historique entre les tenants de formations basées sur le savoir académique et de celles basées sur un journalisme technique, depuis cent ans, il semble que le contexte à l'université permette de fusionner les deux courants. Les attendus de l'université, définis notamment par les différentes lois de programmation de ces vingt dernières années, encouragent les encadrant·es à penser au financement des formations. Les discours du monde de l'entreprise et l'imposition du financement par projet, d'abord dans la recherche puis depuis quelques années pour les formations, prennent particulièrement corps au sein des formations reconnues, du fait même de la proximité des enjeux du journalisme et du monde de la recherche. En effet, de fortes similarités peuvent être perçues : les difficultés d'insertion professionnelle, la précarisation, l'augmentation des attentes pour intégrer des statuts font que ces deux mondes sociaux peuvent être comparés. Ces processus d'interdépendance des acteur·rices mais aussi de circulations des discours a déjà été mis à jour, notamment dans cette revue<sup>28</sup> : « Les normes sont indissociables de l'action sociale, et jouent un rôle fondamental dans la reconnaissance et la mise en œuvre des actions, et notamment ici dans les pratiques d'enseignement et de recherche du journalisme. »

Puisque la question du financement des formations devient prégnante, et que celui-ci est en partie contraint par les capacités d'insertion professionnelle des étudiant·es sortant·es, mais aussi puisque des mobilisations idéologiques se déclarent dans l'écosystème, il semble que la dépendance aux normes d'innovation et de flexibilité des entreprises de presse est favorisée. Les enseignant·es-chercheur·es se retrouvent donc sous la double pression, venant de leurs deux « tutelles », les entreprises de presse via la CPNEJ mais aussi du MESRI, pour promouvoir ces normes. Parfois, cette correspondance des attentes et des discours peut favoriser le travail des enseignant·es-chercheur·es, puisque les critères de la reconnaissance ont déjà été appliqués sur les maquettes de formation. Cependant, les injonctions peuvent aussi se cumuler lorsqu'on pense à la réforme des BUT (Bachelors universitaires de technologie) qui a affecté deux formations reconnues publiques de journalisme.

**En définitive quel type d'engagement vous paraît caractériser au mieux votre travail ?**

« On a pu dire qu'on naît journaliste comme on naît poète. Contrairement à la plupart des maximes populaires, cette affirmation contient plus de faux que de vrai. Il ne fait aucun doute que certains ont un sens de l'information plus aigu que d'autres. Mais ce qu'on appelle le « flair » dans les salles de rédaction n'est pas inné. Au contraire, c'est une qualité en général chèrement conquise et qu'on a plus de chance d'acquérir sur le tas que dans une salle de classe, même d'une école de journalisme. »

Cette réflexion de Robert Ezra Park, en 1940, questionne : pourquoi alors poursuivre cet engagement quotidien, qui pénalise la carrière d'enseignant·es-chercheur·es, qui impose plus de contorsions, qui rend plus difficile les travaux scientifiques, la préparation des cours, qui amène à gérer des situations délicates avec les étudiant·es ou les rédactions, etc. alors même que le « bon sens populaire » s'accorde pour dire qu'on apprend le journalisme sur le terrain ? Il semble que la passion du journalisme, si centrale dans les carrières de ces professionnel·les, parce qu'elle est synonyme d'un engagement démocratique, se diffuse aussi chez les enseignant·es-chercheur·es qui travaillent dans les écoles publiques reconnues. Le sens du devoir, voire du service au public, permettant d'expliquer pourquoi les

journalistes acceptent des conditions de travail si ardues, pourraient également éclairer cet engagement des enseignant·es chercheur·es. Les rôles qu'ils et elles endossent donnent du sens à cette position particulière : rôle de service, de transmission, d'accompagnement, et l'espoir de donner aux futur·es journalistes les clés de la réussite de leur engagement démocratique. Les formations publiques reconnues sont à la croisée des possibles : la recherche pour la construction du savoir académique ; l'enseignement pour la transmission de l'esprit critique, de la méthode et de l'éthique ; le lien avec les médias, les journalistes, les décideur·euses et le public pour faire connaître le journalisme et son rôle central dans nos démocraties.

Les interdépendances avec les rédactions, les entreprises de presse, les journalistes et les étudiant·es, évoquées ci-dessus à l'aune de l'engagement des enseignant·es-chercheur·es, permettent aussi d'avoir le sentiment de jouer un rôle dans cet écosystème, de donner les meilleures chances possibles aux étudiant·es pour devenir des journalistes engagé·es dans la société. Ainsi, les enseignant·es-chercheur·es sont souvent, au quotidien, en lutte pour préserver les droits des étudiant·es, pour soutenir la profession lors de crises, pour défendre les journalistes et les rédactions indépendant·es, etc. Cette position au sein des écoles de journalisme publiques reconnues légitime aussi le fait de s'engager pour défendre une certaine vision du journalisme mais aussi et surtout un écosystème des médias d'information qui soit plus ouvert, plus transparent et bienveillant envers ses journalistes et particulièrement les nouveaux·lles entrant·es. Enfin, cette position semble importante pour favoriser l'apprentissage de l'esprit critique, des humanités ou encore tout simplement de la confiance en soi, et ainsi permettre aux jeunes en cours d'insertion professionnelle d'appréhender ce milieu différemment de leurs aîné·es, et de l'améliorer. En définitive, il me semble qu'on s'engage dans l'espoir que les jeunes générations de journalistes formé·es par les cursus universitaires reconnus puissent améliorer le système et soient solidement armé·es pour lutter contre les dysfonctionnements actuels et futurs.

---

*Entretien édité par Roselyne Ringoot.  
Hiver 2025*

**Pour citer cet article, to quote this article, para citar este artigo :**

Roselyne Ringoot, « Donner les clés aux futur·es journalistes pour exercer leur rôle démocratique », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne, online], Vol 14, n°1 - 2025, 15 juin - June 15 - 15 de junho - 15 de junio.

URL : <https://doi.org/10.25200/SLJ.v14.n1.2025.661>

## NOTES

- <sup>1</sup> Delforce, B. (2004). Le constructivisme : une approche pertinente du journalisme. *Questions de communication*, n° 6(2), 111-134. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.4345>.
- <sup>2</sup> Demers, F., Cam, F. L., Pereira, F. H., & Ruellan, D. (2012). Editorial. Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo, 1(1), 2-5. <https://doi.org/10.25200/SLJ.v1.n1.2012.21>
- <sup>3</sup> Le Bohec, J. (2000). *Les Mythes professionnel·les des journalistes français*, Paris, L'Harmattan.
- <sup>4</sup> Marchetti D., Ruellan D. (2001). Devenir journalistes. Sociologie de l'entrée sur le marché du travail. Éd. La Documentation française.
- <sup>5</sup> Données issues de l'Observatoire des métiers de la presse : <https://data.metiers-presse.org> consulté le 20/01/2024 à 16 heures.
- <sup>6</sup> Pélissier, N., & Ruellan, D. (2003). Les journalistes contre leur formation ? *Hermès*, n° 35(1), 91. <https://doi.org/10.4267/2042/9321>
- <sup>7</sup> Bouron, S. (2015). Les écoles de journalisme face à l'expansion du marché. Stratégies d'internationalisation et transformations des curricula. *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 14, 245-266. <https://doi.org/10.4000/cres.2835>
- <sup>8</sup> Lehmans, A. & Letonturier, É. (2021). Introduction: La confiance, ou la parole entre information et communication. *Hermès, La Revue*, 88, 17-19. <https://www.cairn.info/revue--2021-2-page-17.htm>.
- <sup>9</sup> Dubet, F. (2022). VII. Défiances, indignations et populismes. *Documents (H.C.)*, 187-212. <https://shs.cairn.info/tous-inegax-tous-singuliers--9782021496673-page-187>
- <sup>10</sup> Neveu, É. (2002). Profession: journaliste. *Sciences Humaines*, 129(7), 24-24. <https://doi.org/10.3917/sh.129.0024>
- <sup>11</sup> Brin C., Charron J. et De Bonville J. (dir.) (2004), *Nature et transformations du journalisme. Théories et recherches empiriques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- <sup>12</sup> Ruellan, D. (1992). Le professionnalisme du flou. *Réseaux*, n° 51(1), 25-37. <https://shs.cairn.info/revue-reseaux1-1992-1-page-25?lang=fr>.
- <sup>13</sup> Carlson, M., & Lewis, S. C. (Éds.). (2015). *Boundaries of journalism: professionalism, practices and participation*. Routledge, Taylor & Francis Group.
- <sup>14</sup> Saint-Jean, A. (2002). *Éthique de l'information: Fondements et pratiques au Québec depuis 1960*. Presses de l'Université de Montréal. <https://doi.org/10.4000/books.pum.15593> ; Bastin, G. (2018). *Petit lexique du journalisme*. Presses universitaires de Grenoble ;
- Rohde, É. (2020). *L'éthique du journalisme*: Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.rohde.2020.01>
- <sup>15</sup> Park, R. E., Muhlmann, G., Plenel, E., & Deniard, C. (2008). *Le journaliste et le sociologue*. Seuil Presses de Sciences po.
- <sup>16</sup> Chambard, O. (2020). Tous « startupeurs » ? Les enjeux de la diffusion de la rhétorique entrepreneuriale dans l'enseignement supérieur. *Savoir/Agir*, 51(1), 41-49. <https://doi.org/10.3917/sava.051.0041>
- <sup>17</sup> Standaert, O. (2016). À l'orée du journalisme, aux marges de ses idéaux: Marchés du travail et trajectoires d'insertion des nouveaux journalistes de Belgique
- <sup>18</sup> Pélissier, N., & Ruellan, D. (2003). Les journalistes contre leur formation ? *Hermès*, n° 35(1), 91. <https://doi.org/10.4267/2042/9321>
- <sup>19</sup> Pélissier, N., & Ruellan, D. (2003). Les journalistes contre leur formation ? *Hermès*, n° 35(1), 91. <https://doi.org/10.4267/2042/9321>
- <sup>20</sup> Page des Etats généraux de la formation et de l'emploi des jeunes journalistes, consultée le 25/01/2024 à 11 heures : <https://cej.education/les-etats-generaux-2022/>
- <sup>21</sup> Dahlgren, P. (dir.), 1994, *L'Espace public et les médias, Une nouvelle ère ?*, Hermès, La Revue, n° 13-14.
- <sup>22</sup> Cette pratique existait déjà sous d'autres modalités, notamment par la proposition de concours de fin de cycle, pour intégrer les médias.
- <sup>23</sup> Si cette convention n'est pas signée, les étudiant.es de l'école en question ne peuvent avoir d'alternance dans le groupe.
- <sup>24</sup> Schudson, M. (2009). Pourquoi les démocraties ont-elles besoin d'un journalisme détestable ? : *Réseaux*, n° 157-158(5), 213-232. <https://doi.org/10.3917/res.157.0213>
- <sup>25</sup> CEJ (2023). *Pige : mode d'emploi*. Consulté le 25/01/2024: <https://cej.education/ressources/>
- <sup>26</sup> Neveu, É. (2003). Recherche et engagement : actualité d'une discussion. *Questions de communication*, 3, 109-120. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7469>
- <sup>27</sup> Le Cam, F., & Pereira, F. (2016). Interroger les normes des chercheurs en journalisme. Introduction. Sur le journalisme, *About journalism, Sobre jornalismo*, 5(2), 16-20. <https://revue.surlejournisme.com/slj/article/view/263>
- <sup>28</sup> Op.cit.



**Donner les clés aux futur-es journalistes pour exercer leur rôle démocratique**

**Equipping Future Journalists to Fulfill Their Democratic Role**

**Brindar a lxs futurxs periodistas las claves para ejercer su papel democrático**

**Dar aos(as) futuros(as) jornalistas as chaves para o exercício de seu papel democrático**

**Fr.** Cet entretien avec Pauline Amiel, enseignante chercheure et directrice l'École de Journalisme et de Communication d'Aix-Marseille Université, propose une réflexion sur l'engagement démocratique des enseignant-es-chercheur-es en écoles publiques de journalisme reconnues, à partir du retour sur une trajectoire professionnelle. Il souligne le rôle particulier de ces formations, labellisées par la CPNEJ, dans l'écosystème journalistique français : elles concilient la transmission des savoir-faire professionnels exigés par les rédactions et un engagement démocratique fondé sur l'éthique et la critique des pratiques journalistiques. Cette tension structurelle expose les enseignant-es-chercheur-es à des injonctions contradictoires entre impératifs universitaires, exigences de professionnalisation et attentes sociétales. Le texte insiste sur la manière dont la reconnaissance par la CPNEJ, tout en facilitant l'insertion professionnelle, réduit l'espace consacré aux sciences humaines et sociales dans les maquettes de formation. L'analyse s'appuie sur une méthodologie qualitative combinant observation participante, collecte de documents institutionnels et échanges au sein des équipes pédagogiques. Elle montre que ces formations sont traversées par des enjeux idéologiques majeurs, liés à la défiance envers les médias, aux mutations du journalisme contemporain et à la montée d'un modèle entrepreneurial du métier. Dans ce contexte, le rôle des enseignant-es-chercheur-es est redéfini : ils et elles doivent soutenir l'idéal démocratique du journalisme tout en répondant aux attentes du marché du travail. L'engagement dans ces formations est ainsi décrit comme un engagement de service public : il vise à former des journalistes capables de naviguer dans un espace médiatique marqué par l'incertitude, l'extension du flou professionnel et les crises de confiance démocratique. Ce travail souligne l'importance de maintenir une approche critique, éthique et humaniste du journalisme, face à la pression des logiques de marché et à la nécessité d'une recomposition du rôle des médias dans les démocraties contemporaines.

**Mots-clés :** Formations en journalisme ; enseignement supérieur et recherche; écosystème médiatique ; responsabilité sociale ; service public.

**En.** This interview with Pauline Amiel, lecturer and researcher and director of the École de Journalisme et de Communication at Aix-Marseille University, offers a reflection on the democratic commitment of academic staff in publicly funded and professionally accredited journalism schools in France, based on an analysis of a professional trajectory. It highlights the specific role of these programs, certified by the CPNEJ (National Joint Commission for the Employment of Journalists), within the French journalistic ecosystem: they aim to reconcile the transmission of professional skills required by newsrooms with a democratic commitment rooted in ethics and critical reflection on journalistic practices. This structural tension exposes academic staff to conflicting pressures between academic requirements, professionalization demands, and societal expectations. The text emphasizes how CPNEJ recognition, while facilitating students' professional integration, simultaneously reduces the space allocated to the humanities and social sciences within journalism curricula. The analysis is based on a qualitative methodology combining participant observation, collection of institutional documents, and discussions within teaching teams. It shows that these programs are deeply shaped by major ideological challenges, linked to public distrust of the media, transformations within contemporary journalism, and the rise of an entrepreneurial model of the profession. In this context, the role of academic staff is being redefined: they must support journalism's democratic ideals while responding to labor market expectations. Engagement within these programs is thus portrayed as a form of public service: it seeks to educate journalists capable of navigating a media environment marked by uncertainty, increasing professional ambiguity, and crises of trust in democracy. This work underscores the necessity of maintaining a critical, ethical, and humanistic approach to jour-

nalism given the pressures of market logics and the urgent need to rethink the role of the media within contemporary democracies.

**Keywords:** Journalism schools ; Higher education and research; Media ecosystem; Social responsibility; Public service.

**Es** Esta entrevista con Pauline Amiel, profesora investigadora y directora de la Escuela de Periodismo y Comunicación de la Universidad de Aix-Marsella, propone una reflexión sobre el compromiso democrático de lxs profesorxs-investigadorxs en las escuelas públicas de periodismo reconocidas, a partir del análisis de una trayectoria profesional. Subraya el papel particular de estas formaciones, acreditadas por la CPNEJ (Comisión Paritaria Nacional de Empleo de Periodistas), dentro del ecosistema periodístico francés: combinan la transmisión de los saberes prácticos exigidos por las redacciones con un compromiso democrático basado en la ética y la crítica de las prácticas periodísticas. Esta tensión estructural expone a lxs profesorxs-investigadorxs a mandatos contradictorios entre las exigencias universitarias, los imperativos de profesionalización y las expectativas sociales. El texto insiste en cómo el reconocimiento de la CPNEJ, aunque favorece la inserción profesional, reduce el espacio dedicado a las ciencias humanas y sociales en los planes de estudio. El análisis se apoya en una metodología cualitativa que combina observación participante, recopilación de documentos institucionales e intercambios dentro de los equipos docentes. Muestra que estas formaciones están atravesadas por importantes desafíos ideológicos, vinculados a la desconfianza hacia los medios, las transformaciones del periodismo contemporáneo y el ascenso de un modelo empresarial de la profesión. En este contexto, el papel de lxs profesorxs-investigadorxs se redefine: deben preservar el ideal democrático del periodismo mientras responden a las exigencias del mercado laboral. El compromiso en estas formaciones se describe así como un compromiso de servicio público: busca formar periodistas capaces de desenvolverse en un espacio mediático caracterizado por la incertidumbre, la ampliación de los límites profesionales y las crisis de confianza democrática. Este trabajo subraya la importancia de mantener un enfoque crítico, ético y humanista del periodismo, frente a las presiones de las lógicas de mercado y la necesidad de una recomposición del papel de los medios en las democracias contemporáneas.

**Palabras clave:** formaciones en periodismo; enseñanza superior e investigación; ecosistema mediático; responsabilidad social; servicio público.

**Pt** Esta entrevista com Pauline Amiel, professora, pesquisadora e diretora da Escola de Jornalismo e Comunicação da Universidade de Aix-Marseille, propõe uma reflexão sobre o engajamento democrático dos(as) docentes-pesquisadores(as) nas escolas públicas de jornalismo reconhecidas, a partir da análise de uma trajetória profissional. Destaca-se o papel específico desempenhado por esses cursos, credenciados pela CPNEJ, no ecossistema jornalístico francês: eles conciliam a transmissão das competências profissionais exigidas nas redações com um compromisso democrático fundamentado na ética e na abordagem crítica das práticas jornalísticas. Essa tensão estrutural expõe os(as) docentes-pesquisadores(as) a injunções contraditórias, entre imperativos acadêmicos, demandas de profissionalização e expectativas da sociedade. O texto enfatiza como o reconhecimento pela CPNEJ, ao mesmo tempo em que facilita a inserção profissional, reduz o espaço dedicado às Ciências Humanas e Sociais nos currículos de formação. A análise baseia-se em uma metodologia qualitativa que combina observação participante, coleta de documentos institucionais e discussões dentro das equipes docentes. Mostra que esses cursos são permeados por importantes questões ideológicas, ligadas à desconfiança em relação à mídia, às mudanças no jornalismo contemporâneo e à ascensão de um modelo empresarial da profissão. Nesse contexto, o papel dos(as) docentes-pesquisadores(as) vem sendo redefinido: cabe a eles e a elas sustentarem o ideal democrático do jornalismo e, ao mesmo tempo, atenderem às expectativas do mercado de trabalho. O engajamento nesses cursos é, portanto, descrito como um compromisso de serviço público: o objetivo é formar jornalistas capazes de navegar em um espaço midiático marcado pela incerteza, pela diluição das fronteiras profissionais e pelas crises de confiança na democracia. O trabalho reforça a importância de se manter uma abordagem crítica, ética e humanista do jornalismo, diante da pressão das lógicas de mercado e da necessidade de uma recomposição do papel da mídia nas democracias contemporâneas.

**Palavras-chave:** Cursos de jornalismo; ensino superior e pesquisa; ecossistema midiático; responsabilidade social; serviço público.